

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° UCANSS_26/PA/04

**« ACCOMPAGNEMENT EDITORIAL DANS LE CADRE DE L'OFFRE
D'APPUI A LA FONCTION MANAGERIALE : CAP'M »**

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET DISPOSITIF JURIDIQUE

1.1 Objet et allotissement

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un accompagnement éditorial articulé autour de thématiques managériales définies annuellement et ajustées au besoin trimestriellement ou semestriellement par le copil Cap'm.

Cet accompagnement éditorial, réalisé principalement à distance, comprend des activités de veille, de conseil et de production de contenus. Il inclut notamment la rédaction d'articles d'inspiration et de veille managériale, en cohérence avec les thématiques préalablement arrêtées par le COPIL « Cap'm ».

Il doit également s'inscrire dans une démarche de continuité et de complémentarité avec les thématiques déjà traitées, au regard des contenus éditoriaux produits à ce jour.

En application de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, les prestations, objet du marché, ne sont pas alloties car les travaux sont interdépendants et l'ensemble des études réalisées forment un tout. La dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.2 Cadre juridique et technique d'achat

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat utilisée est celle de l'accord-cadre mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le montant estimatif du marché est de 96 000 € HT sur sa durée globale (reconductions comprises) ; le montant maximum est quant à lui de 138 000 € HT sur sa durée globale (reconductions comprises).

1.3 Fonctionnement du dispositif juridique

La consultation consiste :

- dans une première phase, en la sélection d'un Titulaire unique de l'accord-cadre. Cette première phase est effectuée par l'UCANSS qui assure la passation et conclut l'accord-cadre ;
- dans une deuxième phase, en l'émission de bons de commande par l'UCANSS auprès du Titulaire unique de l'accord-cadre au fur et à mesure de ses besoins.

ARTICLE 2 : DURÉE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au titulaire ou la date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

À la date anniversaire de l'accord-cadre, il pourra être reconduit trois fois pour une durée d'un an par tacite reconduction.

Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre ans.

Le titulaire ne pourra ni refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

ARTICLE 3 : PARTIES CONTRACTANTES

3.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

**UCANSS
6, rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN, ou en son absence ou empêchement, le directeur délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET.

3.2 Définitions

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « Accord-cadre mono-attributaire » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique, ayant pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande à passer au cours d'une période donnée ;
- « le titulaire » : l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'UCANSS.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Cet accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières :
 - l'ATTRI1 (formulaire d'acte d'engagement) ;
 - le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), annexe 1 à l'ATTRI1 ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) du 26/AC/04 dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
 - l'offre technique du titulaire.

- Pièces générales :
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.- P.I.) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I., sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : MISE EN PLACE ET MODALITES D'EXECUTION

5.1 Mise en place

Après la notification de l'accord-cadre, une réunion de lancement aura lieu avec le Titulaire afin de rappeler les modalités de réalisation des prestations attendues : calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel.

Lors de la réunion de lancement, le représentant du Titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique (traitement des fichiers, etc.).

La réunion de lancement peut être suivie si besoin d'une ou plusieurs réunions techniques visant à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations.

5.2 Prestations attendues

Les prestations attendues et les livrables associés de la part du Titulaire sont visés au CCTP de l'accord-cadre.

5.3 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations s'exécuteront par l'émission de bons de commandes au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'UCANSS.

Chaque bon de commande lancé auprès du Titulaire retenu précisera :

- l'identité du pouvoir adjudicateur ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la prestation attendue / le(s) livrable(s) associé(s) ;
- le délai de réalisation de la prestation ;
- le montant total HT et TTC de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA.

5.4 Délai d'exécution visé dans les bons de commande

Les bons de commande ne pourront être conclus ou émis que durant la période de validité l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de trois mois la date d'échéance de l'accord-cadre.

L'UCANSS pourra accorder une prolongation du délai d'exécution au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels initiaux.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le Titulaire doit, par courrier recommandé avec avis de réception, informer l'organisme des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

L'UCANSS notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de quatre jours à compter de la réception de la demande, sous réserve que le marché n'arrive pas à échéance avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de la prestation, les mêmes effets que le délai contractuel.

5.5 Forme des livrables

Le Titulaire devra remettre tous les livrables susceptibles de lui être demandés en français et sous format visé au CCTP.

5.6 Remplacement d'intervenant

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser le secrétariat de la liste d'aptitude concernée et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire veillera à anticiper l'éventuelle absence d'un collaborateur.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalentes et avec accord exprès de l'UCANSS.

5.8 Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'organisme.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Le titulaire est tenu au respect des règles d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel concernant lesdites normes visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'organisme.

Le personnel du titulaire devra se conformer aux horaires en vigueur sur les sites de l'organisme.

ARTICLE 6 : VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

A la date visée dans chaque bon de commande, le Titulaire remettra à l'UCANSS, les livrables qui y sont définis pour validation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., l'UCANSS dispose d'un délai de 5 jours pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision quant à leur réception.

Par dérogation aux dispositions de l'article 29.2.1 du C.C.A.G.-P.I., les délais impartis au Titulaire sont de 5 jours.

La validation emporte transfert de propriété de l'ensemble des travaux rendus.

ARTICLE 7 : LES PRIX

7.1 Contenu des prix

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires précisés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), annexe 1 à l'ATTR11 (acte d'engagement).

Les prix inscrits dans ce document, ainsi que ceux utilisés pour le règlement des prestations, seront exprimés et pris en compte avec deux décimales après la virgule. Aucun arrondi supplémentaire ne pourra être appliqué.

7.2 Révision des prix

Les prix conclus durant la première année de l'accord-cadre sont fermes.

A la date anniversaire de l'accord-cadre, la révision des prix sera appliquée par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant la révision.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de signature du marché.

Les prix mentionnés sont révisables chaque année. Cette révision s'effectuera à la date anniversaire du marché par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = Po * (0,35 + 0,65 \frac{Sy}{Syo})$$

P : prix révisé

Po : prix initial indiqué au tableau d'offre de prix annexé à l'accord-cadre et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (mois de la signature du marché).

Sy : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision des prix (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

Syo : dernier indice SYNTEC publié à la date de la signature du marché (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dès que la valeur de l'indice est publiée, l'Ucanss procède à l'application de la formule paramétrique de révision en prenant en compte le dernier indice connu au moment de la révision et transmet le calcul des prix révisés au titulaire pour validation. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

Dans le cas où l'indice ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

Les prix rémunèrent l'intégralité des prestations et obligations du Titulaire.

7.3 Clause de sauvegarde

L'UCANSS se réserve le droit de résilier unilatéralement et sans indemnité le marché à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation est supérieure à 6% sur l'année N-1.

ARTICLE 8 : FACTURATION ET PAIEMENT

8.1 Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies par le Titulaire en un original et un duplicata.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'intitulé précis des prestations réalisées et des livrables associés ;
- la date de réalisation des prestations ;
- le montant H.T. et TTC des prestations ;
- la date de facturation.

S'il est fait le choix de Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'UCANSS.

8.2 Délai de Paiement

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS destinataire des factures.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD

10.1. Généralités

L'application de pénalités est notifiée par l'UCANSS au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations ou par ordre de recette émis par l'UCANSS.

Le décompte des pénalités est notifié par l'UCANSS au titulaire qui peut présenter ses observations à l'UCANSS dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les délais contractuels d'exécution seront visés dans les bons de commande adressés au Titulaire.

10.2 Retard imputable au Titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., en cas de dépassement de la date visée dans chaque bon de commande fixée d'un commun accord pour la remise d'un livrable, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard qui seront calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité journalière de retard.

V = le montant (hors TVA) total de la prestation demandée incriminée, y compris dans l'hypothèse où le retard ne concernerait qu'une partie de la commande.

R = le nombre de jours calendaires de retard arrêté par l'UCANSS.

10.3 Application des pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

10.4 Retard imputable à l'UCANSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

ARTICLE 11 : AVANCE ET ACOMPTE

11.1 Demande d'avance

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée lorsque le montant initial de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 50 %.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

En l'espèce et conformément à l'article R. 2191-16 du Code de la Commande publique, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, une avance pourra être accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant ni minimum ni maximum.

11.2. Demande d'acompte

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'UCANSS une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service des Ressources Budgétaires de l'UCANSS.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

12.1 Obligations du Titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'obtenir le résultat attendu par l'UCANSS, en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Il doit également donner à l'UCANSS une visibilité suffisante sur l'état d'avancement du marché.

Le titulaire s'engage à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus par le présent marché ;
- assurer la gestion et le suivi des prestations objet du marché ;
- fournir les livrables attendus dans les délais contractuels prévus ;
- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers l'UCANSS ;
- se soumettre, ainsi que ses préposés, pendant leur présence dans les locaux de l'UCANSS, aux règles de sécurité et d'accès en vigueur dans ses locaux et notamment aux horaires d'ouverture de l'UCANSS.

12.2 Obligations de l'UCANSS

L'UCANSS s'engage à fournir au titulaire les documents, renseignements et informations nécessaires à la compréhension des prestations qu'il doit effectuer.

Il est responsable de la conduite du bon de commande et de la prise de toutes les décisions, tant techniques qu'administratives, susceptibles d'intervenir au cours de son exécution.

L'UCANSS confère au titulaire le droit d'accès dans ses locaux, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement et des horaires d'ouverture et de présence applicables à ses agents.

ARTICLE 13 : PROPRIÉTÉ DES LIVRABLES

13.1 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux résultats produits dans le cadre du présent marché, à savoir notamment les droits de reproduction, représentation, adaptation, traduction, distribution et exploitation, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur et sur l'ensemble des territoires.

Cette cession comprend :

- Objet : tous les livrables, documents, études, logiciels, codes sources, bases de données, et plus généralement tous les résultats réalisés dans le cadre du marché.
- Durée : pour toute la durée légale de protection des droits.
- Territoire : monde entier.
- Destination : libre utilisation par l'acheteur, sans restriction ni réserve.

Ainsi l'UCANS est destinataire et propriétaire pour les évaluations les concernant de l'intégralité des résultats des travaux, des réalisations, des documents ainsi que des supports informatiques de toute nature sur lesquels les informations sont stockées, y compris ceux qui restent en dépôt chez le titulaire pour consultation et traitements complémentaires.

L'UCANSS se réserve la possibilité de les exploiter à toutes fins utiles sur quelque support que ce soit.

Conformément à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I., par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre de l'accord-cadre,
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits à titre exclusif est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

13.2 Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur

à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

13.3 Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à la faire cesser.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision du pouvoir adjudicateur adressée par mail.

14.2 Objet des clauses de réexamen

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur la date de terme estimée du marché, le calendrier d'exécution du marché défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés prévus.

Terme du marché : en cas de retard dans l'exécution des prestations, la date initiale estimée de terme du marché pourra faire l'objet d'une prolongation sans que cela affecte l'équilibre économique du marché.

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix. Seules les dates de notification des bons de commande et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation du marché défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-P.I.

En outre, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées par l'UCANSS.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues à l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

ARTICLE 16 : OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS concernant l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Si le titulaire envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre il devra en faire la demande au Directeur de l'UCANSS conformément aux dispositions des articles R. 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Directeur de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'UCANSS au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'UCANSS au Service des Ressources Budgétaires accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au Pouvoir Adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'UCANSS procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'UCANSS de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'UCANSS de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'UCANSS informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 18 : RÉGULARITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE - DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail :
 - Le numéro unique d'identification INSEE à jour. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestations, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 19 : ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

19.1 Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de chaque accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

19.2 Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'UCANSS du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge de l'UCANSS.

ARTICLE 20 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le titulaire restitue à l'UCANSS, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

La restitution s'effectue par la mise à disposition des éléments notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lors de la restitution, les parties s'engagent à signer un procès-verbal de restitution.

ARTICLE 21 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera selon les dispositions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du Code de la Commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité.

ARTICLE 22 : LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

Si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 23 : DROIT ET LANGUE

La loi française est seul applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toute natures relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français et sous format électronique

ARTICLE 24 : PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires des accords-cadres, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 25 – DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

En cas de déplacement professionnel, il sera attendu du titulaire une organisation et une optimisation des modes de transport.

Le titulaire doit favoriser les déplacements en transport en commun, notamment en train.

Les déplacements en avion doivent être exceptionnels.

En cas d'échanges avec les bénéficiaires, le titulaire doit privilégier les solutions dématérialisées (courriel, vidéoconférence, audioconférence).

En cas de demande de livrable sous forme matérielle, le titulaire doit privilégier des supports respectueux de l'environnement.

Il pourra être demandé des éléments de preuve pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Enfin, le titulaire doit également prévoir une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés.

ARTICLE 26 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Les dérogations au C.C.A.G.-PI sont les suivantes :

| Article du C.C.A.P. | Dérogation au C.C.A.G.-P.I. | Objet de la dérogation |
|---------------------|-----------------------------|--|
| Article 4 | Article 4 | Ordre des pièces contractuelles |
| Article 6.1 | Articles 28.2, 29.2.1 | Opérations de vérifications et de réception des prestations |
| Article 10 | Article 14.1.1 | Pénalités pour retard |
| Article 13 | Article 25 | Régime des droits de propriété intellectuelle - Droits cédés |
| Article 22 | Article 43 | Tribunaux judiciaires compétents |